



La Commission doit bloquer la fusion Bayer-Monsanto, selon une étude de l'UCL

De nouveaux travaux de recherche dirigés par Ioannis Lianos, Professeur de droit international de la concurrence et politique publique à l'University College London (UCL),¹ concluent que, même avec une lecture au pied de la lettre de la législation européenne, **la fusion, entre le poids lourd américain de l'agrochimie et des biotechnologies Monsanto et le géant allemand des sciences de la vie Bayer, ne devrait pas être autorisée.**

Ces travaux présentent **cinq grandes raisons de bloquer la fusion** conformément à la législation européenne sur la concurrence.²

1. Forte concentration du marché : Le marché actuel est déjà incroyablement concentré. Les deux dernières décennies ont été le théâtre d'une consolidation des industries agrochimique, semencière et biotechnologique, à l'échelle mondiale. Si la fusion Bayer-Monsanto est validée, trois méga-multinationales seulement posséderont et vendront près de 64% des pesticides et herbicides, et 60% des semences brevetées au monde. Aux États-Unis, la concentration du marché des semences - génétiquement modifiées et majoritaires - ne cesse de progresser. En Europe, où la résistance publique aux OGM est grande, la concentration de ce même marché reste élevée dans certains domaines et pour certains produits : cinq entreprises contrôlent 95% du marché européen des semences de légumes. Après la validation de fusion de DuPont-Dow et de ChemChina-Syngenta - dont aucune n'incluait de conditions relatives au marché de semences - le marché sera encore plus concentré. **La fusion Bayer-Monsanto se produirait donc dans un contexte de concurrence encore plus faible.**

2. Enracinement de la puissance des géants sur le marché : La combinaison du portefeuille de propriété intellectuelle des variétés végétales des deux entreprises pourrait « mener à un enracinement de leur puissance sur le marché ». Bayer détient 206 brevets de caractères OGM dans l'UE et Monsanto 119 ; Monsanto étant, d'ores et déjà, en situation de monopole sur le marché américain, avec 96 % des caractères brevetés sur le coton. Les banques de germoplasme et de génomes pourraient donner à Bayer-Monsanto un avantage concurrentiel sur les technologies de modification de séquençage génomique, ce qui entérinerait leur position de leader en matière de biotechnologies agricoles, et rendrait plus difficile l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché. Le risque de « collusion anticoncurrentielle » entre les principales sociétés agrochimiques est augmenté par les liens importants qui les unissent, tels que les accords réciproques de concession de licences, les coentreprises et d'autres alliances stratégiques en recherche et développement (R&D). Ainsi, dans un marché à trois concurrents, de « forts risques de collusion » sont possibles.

3. Augmentation des prix pour les exploitants agricoles : On estime « sans aucun doute » que la fusion aurait pour conséquence une hausse des prix et une

1 Lianos, Ioannis et Katalovsky, Dmitry, *Merger Activity in the Factors of Production Segments of the Food Value Chain: A Critical Assessment of the Bayer/Monsanto merger*, Centre for Law, Economics and Society (CLES), University College London (UCL), Policy Paper Series : 1/2017, ISBN 978-1-910801-13-0

2 La Commission évalue si la fusion représenterait une entrave significative à la concurrence en matière de prix, de produits et d'innovation.

réduction du choix de semences pour les agriculteurs, avec des « effets (négatifs) considérables » sur la viabilité des petites exploitations. D'autant plus que le risque d'entente sur les prix augmente lorsque baisse le nombre d'acteurs sur le marché. De plus, nombreux sont les investisseurs institutionnels à posséder de gros blocs d'actions de Monsanto et de Bayer, tout comme leurs concurrents. Cela peut être un « facteur facilitant les collusions ». Ce sont les agriculteurs qui, poussés dans une logique du tout ou rien, « paieront le prix de la concentration du secteur », conclut le professeur Lianos.

4. Brider les agriculteurs : Bayer et Monsanto ont étoffé leurs activités pour entrer dans le secteur du numérique agricole en développant leurs propres plateformes informatiques destinées au marché lucratif de la « smart agriculture ». La filiale de Monsanto Climate Corporation se spécialise dans l'agriculture de précision (capteurs pour collecter des informations sur les sols et des images satellites pour montrer la croissance des cultures)³ et la prévision météorologique high-tech. Ces technologies, vendues comme une solution pour optimiser les rendements, ont pour effet d'astreindre les agriculteurs dans la chaîne de valeur de l'entreprise. Ils deviennent alors technologiquement dépendants car Monsanto détient et contrôle les données. De même, l'unité Digital Farming de Bayer possède des activités dans l'analyse des sols et des outils décisionnels pour les agriculteurs, tels que des modèles de contrôle des ravageurs et des maladies. Le but est que les entreprises agricoles abandonnent la simple production d'intrants agricoles pour devenir des plateformes à guichet unique en proposant aux exploitants une formule de *services tout compris*, tout en les guidant dans toutes les décisions. Ceci accroîtrait encore « la dépendance économique et technologique des agriculteurs [...] aux plateformes mondiales de semences et de produits chimiques pour la plupart des intrants nécessaires à la production agricole ».

Combiner les incursions de Bayer et de Monsanto dans le numérique agricole permettrait à la future entreprise de se positionner comme un fournisseur de services intégrés. Une fois un pied dans le système, les agriculteurs seraient en quasi-incapacité d'en sortir : ils deviendraient dépendants de l'entreprise pour tous les intrants, et même pour les données de leurs propres sols et cultures. Cette fusion a donc des répercussions plus larges sur le contrôle des aliments et de l'agriculture : des systèmes ouverts avec interopérabilité des technologies, ou bien des plateformes fermées aux technologies exclusives conçues pour ne pas fonctionner avec les produits de la concurrence. Si la fusion se poursuit, les agriculteurs seront tributaires, pour toutes les décisions importantes, de trois méga-multinationales, et « cesseront *de facto* d'agir comme des acteurs économiques indépendants ».

5. Concurrence et innovation réduites : L'émergence de plateformes intégrant technologies, caractères, semences et produits chimiques signifierait que les nouveaux acteurs sur le marché devraient entrer simultanément dans de multiples segments de la chaîne de valeur afin de rivaliser avec ces guichets uniques. Mais le coût pourrait être prohibitif pour les PME, qui devraient alors vendre ou céder leurs technologies auprès d'une filiale de la nouvelle Bayer-Monsanto. Cela leur permettrait de garder le contrôle sur la direction des changements technologiques.

Cette barrière de marché de fait « pourrait étouffer l'innovation dans les technologies de rupture, si en l'absence de fusion, de nouvelles entreprises pouvaient entrer sur un ou deux segments du marché ». De plus, l'argument, selon lequel l'augmentation des bénéfices due à la consolidation du marché se traduirait par des investissements accrus dans la recherche agricole, est démenti par des travaux récents qui montrent que « les grandes entreprises préfèrent garder leurs bénéfices et les redistribuer aux actionnaires et aux cadres plutôt que de les réinvestir en R&D ».

La fusion réunirait deux entreprises qui sont directement concurrentes dans certains domaines, supprimant ainsi la concurrence et l'incitation à innover. Ces deux entreprises sont compétitives dans le domaine des semences, notamment sur le

3 Les données sur les sols et les images satellites sont analysées par des algorithmes fondés sur le big data afin de prévoir les besoins en intrants et de les ajuster en temps réel.

coton et le soja. Mais c'est peut-être sur la question de l'agrochimie que le danger est le plus net. Le best-seller mondial de Monsanto, l'herbicide au glyphosate Roundup - récemment classé par l'OMS comme « probablement cancérigène pour l'Homme » - a comme principal concurrent, le Liberty de Bayer. Si les concurrents s'unissent, l'incitation à vendre ou à développer des alternatives plus saines au glyphosate est perdue. Et même si Bayer cède Liberty - pour contourner ces inquiétudes et obtenir la validation de la fusion - cela ne suffirait pas à répondre au problème, comme l'explique l'étude de l'UCL :

« Les actifs ciblés par l'opération de désinvestissement devront être acquis par des tiers sans que cette acquisition ne soulève d'inquiétudes concernant la concurrence ; ce qui pourrait être difficile dans ce contexte car il faudrait trouver un investisseur viable hors des trois leaders du marché ».

En d'autres termes, le marché est déjà si concentré que le désinvestissement de certains produits ne limitera pas les effets négatifs de la fusion sur la concurrence future du marché des semences, ni sur l'innovation. Si la fusion est validée, les trois méga-multinationales - qui dominent le marché - contrôleraient de grands portefeuilles de brevets, de marques bien connues et une clientèle de plus en plus dépendante. Ce qui leur permettrait de « maintenir leur capacité à reconquérir des parts de marché et à s'étendre dans tous les segments de la chaîne de valeur agricole ». Bayer-Monsanto représenterait « un obstacle significatif à une concurrence efficace ».

Les travaux plaident en faveur d'une enquête approfondie par la commissaire à la Concurrence Margrethe Vestager, en incluant les impacts négatifs sur le climat et la biodiversité.

Conséquences désastreuses sur le climat et la biodiversité : Une décision si critique pour le futur « contrôle des chaînes de valeur mondiales » ne peut justifier d'ignorer les coûts sociaux et écologiques. Et la fusion aurait des conséquences profondes ; elle rendrait les agriculteurs moins capables et moins susceptibles de cultiver leurs terres de manière durable : *« L'investissement dans la préservation et la diversité des semences, plutôt que la standardisation des caractéristiques, ou dans des stratégies de gestion des ravageurs non agrochimiques constituent un modèle économique que les agriculteurs seraient moins susceptibles de choisir s'ils doivent recevoir les conseils des géants de l'agrochimie ».*

L'on peut s'attendre à l'augmentation de l'utilisation des intrants agricoles tels que les herbicides et pesticides pétrochimiques, de même que la création d'un oligopole des géants de l'agrochimie qui trouvent un avantage matériel à promouvoir un modèle de monoculture intensive, fondé sur l'usage accru des intrants et des hautes technologies. Cela aurait des impacts dommageables pour la biodiversité, le climat et la santé publique.

Tandis que l'agriculture est de plus en plus soumise aux produits marchands, avec notamment l'externalisation des décisions et des intrants aux géants des « solutions pour le monde agricole », les exploitants vont perdre le contrôle des semences, ce qui aura « des effets dévastateurs sur les variétés locales et les produits agricoles non standardisés ».

Ces résultats confirment nos peurs : alors que la disparition de la biodiversité est rapide et que le besoin de diversité de semences et de cultures augmente pour rendre nos systèmes alimentaires plus résistants au changement climatique, accepter **une fusion Monsanto-Bayer ouvre la porte au désastre**. C'est particulièrement vrai lorsque l'on prend en compte le poids politique d'un colosse Bayer-Monsanto, capable d'étouffer toutes les voix qui défendent des pratiques agro-écologiques visant à renforcer la faune sauvage plutôt qu'à la détruire.

Les travaux de l'UCL demandent à la Commission « d'agir et de bloquer la fusion ». Qu'elle choisisse de lire la législation sur la concurrence au pied de la lettre ou de prendre en compte les coûts sociaux et

environnementaux, la Commission est juridiquement tenue de rejeter la fusion Bayer-Monsanto.